

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 12/01/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SILOS ARTERRIS ex SILOS SERVANT Jean Ets
Lieu-dit Le Faubourg Vieux
11800 Trèbes

Références : 2024-XXX
Code AIOT : 0006600379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement SILOS ARTERRIS ex SILOS SERVANT Jean Ets implanté Lieu-dit Le Faubourg Vieux 11800 Trèbes.

Contexte de la visite détaillée dans le courrier d'annonce du 29 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILOS ARTERRIS ex SILOS SERVANT Jean Ets
- Lieu-dit Le Faubourg Vieux 11800 Trèbes
- Code AIOT : 0006600379 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Site de stockage des céréales comprenant des cellules béton, des cellules métallique et un poste de chargement wagon.
Le site est destiné à accueillir principalement des céréales contaminés qui nécessite une action de traitement par fumigation (PH3).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Thème d'inspection précisé dans le courrier DREAL en date du 29 novembre 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
----	-------------------	-------------------------	-------------------

1	Equipements et bâtiment abandonné	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 1.8.3 ; 1.8.6	Sans Objet
3	Equipements divers	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 7.9.3	Sans Objet
4	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans Objet
5	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans Objet
6	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans Objet
9	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans Objet
11	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans Objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement du site	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 1.4	
7	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	
8	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	
10	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu, maintenu dans un état de propreté correcte.

Quelques actions sont demandées sur les points suivants :

- clarification sur l'identification du personnel responsable du silo
- clarification dans la procédure de fumigation
- action d'évacuation du matériel abandonnée encore présent à l'intérieur de certains bâtiments
- action de mise en sécurité d'un corps de bâtiment abandonné vétuste et présentant des risque de chutes

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements et bâtiment abandonné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 1.8.3 ; 1.8.6

Thème(s) : Risques accidentels - Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Article 1.8.3 :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.8.6 :

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : industriel et/ou artisanal.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

Constats :

Le site est composé de trois principaux groupes de stockage : Deux groupes composés de silos métalliques et un groupe (A) qui forme un silo plat en béton.

Le site comprend un ancien corps de bâtiment à l'abandon à l'intérieur duquel d'anciens équipements sont encore sur place : L'accès à ce corps de bâtiment est interdit par l'exploitant en raison de son caractère vétuste et de l'effondrement d'une partie de la toiture. La mise en sécurité n'est pas maîtrisée, la toiture en bois poursuivant progressivement son effondrement et l'accumulation de matière combustibles à proximité immédiate du groupe A.


==> Il s'ensuit que la situation de cet ancien corps de bâtiment abandonné continue de se dégrader et génère des risques supplémentaires pour le personnel et les équipes de secours en cas d'intervention (amas de bois de charpente, risque de chute d'éléments en hauteur, impossibilité d'accéder en cas de besoin sur le pourtour de ce corps de bâtiment, accès au groupe A limité à un seul côté ...)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :


Action retenue : (3 mois)

L'exploitant doit présenter plan d'action permettant de planifier le déroulement des opérations relatives à :


- l'évacuation du matériel vétuste et abandonné
- la mise en sécurité du corps de bâtiment attenante au groupe A
- la sécurisation de l'accès au groupe A de toute la partie attenante au corps de bâtiment abandonné.

Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet


N° 2 : Classement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels - Classement rubriques
Prescription contrôlée : Classement nomenclature des ICPE
Constats : Aucune évolution déclarée par l'exploitant vis-à-vis de la configuration décrite dans son AP du 07/12/2001 - article 1.4
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Equipements divers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 7.9.3
Thème(s) : Risques accidentels - Capteurs de bourrage
Prescription contrôlée : ... Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement
Constats : La visite des installations à permis de constater l'absence de capteur de bourrage sur le reddler installé en galerie sous la cellule du groupe A. ==> La prescription n'est pas respectée. Action retenue : (1 mois) L'exploitant doit mettre en place le capteur de bourrage sur le reddler présent en galerie sous la cellule du groupe A.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet


N° 4 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels - Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Un agent, Monsieur XXXXX, est bien identifié comme étant le responsable de silo du site de TREBES. Cependant, dans l'organigramme présenté par l'exploitant, Monsieur XXXXX est identifié comme "conducteur d'installation". ==> Il s'ensuit que le responsable de silo, officieusement identifié, n'est pas formellement reconnu ni désigné par sa hiérarchie. Les dernières formations "silo-sécurité" suivi par Monsieur XXXXX sont : - Formation silo, le 6 juin 2018, - Sécurité incendie, le 27 mars 2018. ==> Monsieur XXXXX dispose d'une formation aux risques "silos".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Action retenu : L'exploitant doit se conformer à la prescription en désignant nominativement un responsable de silo pour son site de TREBES.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet


N° 5 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels - Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Un cahier de consignes "GUIDE METIERS DU GRAIN 2023-2024" est disponible sur le site et complète les procédures et consignes disponibles sur le site "D-Docs". En cas de nécessité, l'exploitant procède à des opérations de traitement par fumigation des lots stockés : Il s'agit d'opérations amenées à se répéter régulièrement et qui sont liées au fait que, selon les dires de l'exploitant, le site de TREBES est destiné à réceptionner des lots de céréales contaminés. Un détecteur portatif de gaz PH3 est présent en permanence sur le site : celui-ci fait l'objet d'un suivi et son ré-étalonnage est prévu dans le mois de décembre 2023. Ces opérations de fumigation sont encadrées par une procédure que l'exploitant a présentée. Cette procédure identifie le personnel habilité à intervenir sur la fumigation. Concernant la maîtrise de la fumigation, l'inspection relève les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- la procédure fumigation n'est pas référencée dans le "D-Docs" interne de l'exploitant, ni datée- les quantités maximales autorisées de PH3 à l'intérieur des cellules en cours de traitement, en fonction du type et de la nature de la contamination des céréales traités, permettant de maintenir le classement sous le seuil de la déclaration (rubriques ICPE n° 4110-1 et 4729) ne sont pas mentionnées dans la procédure "fumigation"- le périmètre de sécurité à maintenir autour des cellules traitées n'est pas clairement défini sur le plan présenté (tracé à la main pour un groupe de cellule, absent pour un autre, distance d'éloignement non précisée sur le plan) ==> Il s'ensuit que, pour garantir le respect des quantités mises en œuvres dans le cadre du traitement par fumigation et de la connaissance et de la bonne mise en œuvre des dispositions de sécurité et d'intervention, la procédure fumigation mérite d'être complétée des informations identifiées ci-dessus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Action retenue : (2 mois) L'inspection demande à l'exploitant de compléter sa procédure "fumigation" sur la base des éléments identifiés ci-dessus.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet


N° 6 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels - Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Les permis de feu consultés n'appellent pas d'observation particulière. L'identification d'une personne nommément désignée par l'exploitant est absent : voir constat précédant. Par cohérence avec le constat "Culture de sécurité", ce constat est identifié en "susceptible de suite".
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet


N° 7 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : L'entretien et la maintenance des installations est confiée au service "SIM" du groupe ARTERRIS basé à Castelnaudary. Les documents et résultats d'intervention ne sont pas sur place. Le jour de la visite, l'inspection a relevé les anomalies suivantes : - groupe A : le redler en galerie inférieure présente des défaut d'étanchéité en plusieurs endroits, - dans la fosse du groupe C, les connexions d'aspiration sur la base des élévateurs est très dégradé, des réparations de fortune au ruban adhésif ont peine à être maintenue en place. ==> La bonne étanchéité de la totalité des équipements n'est pas garantie, ni pérenne. Au jour de la visite, l'inspection constate une galerie sous cellule du groupe A propre et exempt de toutes poussières ou dépôts organiques. L'inspection constate la très bonne propreté de la galerie sous cellule du groupe A. Action retenue : (1 mois) Afin de démontrer le bon suivi des installations, l'inspection demande : - la communication du dernier rapport d'intervention du service "SIM" ainsi que le rapport relatif à la maintenance du filtre du groupe A. - la reprise de points d'étanchéité aux poussières défectueux. A ce stade et compte-tenu que l'inspection n'a pas observé la présence de poussière dans la galerie sous cellules du groupe A, l'inspection ne juge pas utile de classer ce point en suivi particulier. Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre ces actions très rapidement. Un justificatif de réalisation est attendu au plus tard sous un mois.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Le site n'est pas muni de transporteurs à bandes, uniquement des transporteurs à chaînes et des élévateurs.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels - Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des installations électrique date du 06/09/2023 : rapport DEKRA</p> <p>Aucune observation n'est relevée dans ce rapport.</p> <p>La visite du site a mis en évidence quelques anomalies relatives aux installations électriques :</p> <ul style="list-style-type: none">- câbles à nus sortants d'un boîtier de commande d'un moteur électrique de ventilateur mobile de cellule (groupe C)- câbles d'alimentation reddler sous galerie rongé sur le point d'être dénudés (groupe A)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action retenue : (15 jours)</p> <p>L'exploitant est invité à engager les actions correctives sur ses installations électriques afin de préserver en tout temps l'aspect adéquation équipements électrique / zone à risques d'incendie-explosion ainsi que la bonne intégrité des ses installations électriques.</p>
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet

N° 10 : Qualité des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels - réception des céréales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cellules sont équipées de silo-thermométrie : Le dispositif de suivi des température "JAVELOT" (application informatisées de la gestion des sondes de température) est en cours de déploiement sur le site de TREBES. La validation de cette évolution est programmée courant décembre 2023.</p> <p>Pendant la phase "test" du dispositif "JAVELOT", le suivi des températures est doublé d'un enregistrement documentaire.</p>
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels - moyens d'extinction
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan des installations avec indication ;- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;- les mesures de protection définies à l'article 10 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;- et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">- la procédure d'inertage ;- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
<p>Constats : Deux poteaux incendie sont présents à l'extérieur du site et identifiés sur le plan de secours du silo de TREBES. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les résultats d'essais relatif au bon fonctionnement de ces deux poteaux incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Action retenue : (1 mois) L'exploitant doit fournir les éléments récents relatif au bon fonctionnement des deux poteaux incendie identifiés pour les besoins du site.</p>
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet